

Note sur la campagne du Non au référendum grec

mercredi 1er juillet 2015, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 30 juin 2015).

Panagiotis Lafazanis, ministre de la Reconstruction productive, de l'Environnement et de l'Energie, a fait le lundi 29 juin la déclaration reproduite par ailleurs [1]. Elle s'inscrivait dans le cadre de nombreux appels lancés à l'occasion de la manifestation sur la place Syntagma à Athènes, le 29 juin dès 19h30. Plus de 30'000 personnes y ont exprimé – comme à Thessalonique et dans de nombreuses autres villes – avec vigueur leur appui au rejet des propositions des « institutions » telles que faites le 25 juin. Panagiotis Lafazanis, outre sa fonction de ministre, est un des leaders de la « plateforme de gauche » qui réunit entre autres le Courant de gauche (dont il est l'animateur principal) et le Red Network (dont la colonne vertébrale est DEA, membre de Syriza).

Parmi les appels syndicaux, il faut retenir celui de META, la gauche syndicale aussi bien d'ADEDY (secteur public) que du GSEE (secteur privé), qui indiquait que le « Non » ne se limitait pas à l'austérité imposée par les usuriers, mais « *participait de la défense de la démocratie ainsi que des droits sociaux et du travail* ». META invitait les travailleurs et les chômeurs, les retraités à être présents la manifestation pour le « Non », car un « Oui » aux propositions des créanciers impliquerait : « *l'austérité et la récession ; l'humiliation des travailleurs et des retraités ; la destruction des structures de la sécurité sociale, du système de santé publique, de l'éducation ; des licenciements dans les secteurs publics et privés ; plus de chômage et plus de pauvreté ; la privatisation et le bradage de la richesse publique ; la destruction complète de la fabrique productive du pays ; la disparition du paysannat ; et le nœud coulant de la dette passé au tour du cou du pays et de la société* ».

Nous [A l'Encontre] reviendrons demain sur la campagne médiatique faite à la canonnière et les « propositions » et « contre-propositions » dont se délectent les médias, mais qui traduisent sur le fond l'intensité d'un affrontement de classe au sein de la société grecque et au sein des pays de l'Union européenne dont les gouvernements sont alignés derrière les porte-parole des « institutions ». Les hésitations de membres importants de la direction de Syriza tels que Giorgos Stathakis et Yannis Dragasakis – dans la bataille des rumeurs – sur un accord possible et un éventuel report du référendum ne rendent pas la tâche facile au camp du « Non ». Car cela accroît les interrogations sur les suites d'un « Non ».

Rédaction A l'Encontre

Notes

[1] Disponible sur ESSF (article 35306), [Référendum en Grèce. « Un puissant « Non » du peuple grec sera avant tout un grand « Oui » à une Grèce indépendante, souveraine, déterminée »](#).